



Dossier...

2007 / 2012 : un quinquennat au bilan catastrophique... pour les salarié-e-s !

À la veille des élections présidentielles, le mouvement syndical ne peut être indifférent au débat politique qui précède cette échéance. Pour la CGT Educ'action, organisation qui se réclame d'un syndicalisme de lutte et de transformation sociale, il est important de tirer le bilan des cinq années qui viennent de s'écouler sous la présidence de Nicolas Sarkozy.

Le président-candidat est comptable de son bilan car s'il y a bien eu de profondes transformations durant ces cinq années, celles-ci sont à l'opposé de ce que nous souhaitons.

Les revendications qui ont été satisfaites ne sont pas celles des salariés, que nous portons collectivement, mais celles des financiers, des patrons, du MEDEF qui globalement les représente.

Pour l'ensemble des salarié-e-s, actif-ve-s ou retraité-e-s, pour les jeunes, pour les immigré-e-s, les années qui viennent de s'écouler ont été marquées par une nette dégradation de leurs conditions de vie.

► L'emploi

En premier, c'est le bilan autour de l'emploi qui doit nous faire rejeter cette politique. Il y avait, en juillet 2007, 2 200 000 demandeurs d'emploi ; au dernier trimestre 2011, il y en avait 2 680 000... d'après les données de l'INSEE. **Le nombre réel est beaucoup plus élevé**, tous les chômeurs n'étant pas recensés par Pôle Emploi. Lors de son élection, le candidat Sarkozy affirmait qu'il serait jugé sur ce bilan là et il promettait, alors, de réduire le chômage à un niveau de 5 % en fin de mandat. On est aujourd'hui à 9,8 % !

► Le pouvoir d'achat

En ce qui concerne le pouvoir d'achat **c'est celui des plus riches qui a été défendu**, par la mise en place, dès le lendemain de l'élection, du "bouclier fiscal" qui n'a servi qu'à protéger les revenus des actionnaires des entreprises du CAC 40, certainement pas celui des "Français qui se lèvent tôt", ni des millions de retraité-e-s qui vivent pour certain-e-s avec des pensions très faibles (822 €/mois en moyenne de retraite globale pour les femmes).

...



L'organisation syndicale ne doit et ne devra en aucun cas "moduler" son activité suivant la nature des responsables politiques en fonction. Pour autant, il est normal qu'elle alerte aujourd'hui les salarié-e-s sur les enjeux de l'élection présidentielle et des élections législatives qui la suivront.

indéfectible d'une large majorité parlementaire UMP.

Ce dossier aborde les questions des services publics, et en particulier celles de l'Éducation, mais depuis 5 ans, la politique menée par Sarkozy ne s'est pas limitée à la casse des services publics.

Impossible de rendre compte de façon détaillée dans ce dossier, de l'ensemble des "réformes" mises en place par le gouvernement Fillon et par Sarkozy, cet "hyper président". L'avalanche de réformes n'a été possible qu'avec l'appui

... ► L'attaque des droits

Pour s'attaquer aux droits des salarié-e-s, le gouvernement a **réduit le droit de grève** en imposant dans les premières semaines le service minimum dans les transports terrestres (2007) puis aériens (2012), le service minimum d'accueil (2008) pour les collègues du premier degré. Poursuivant l'action de Balladur en 1993 pour les salariés du privé, celle de Fillon en 2003 pour les fonctionnaires, Eric Woerth obtient de la majorité parlementaire la **réforme des retraites** pour les régimes spéciaux dès novembre 2007. Alors qu'il n'avait rien dit sur cette question avant son élection, le président Sarkozy s'attaque, en 2010, au droit à la retraite à 60 ans et fait adopter la loi Woerth qui repousse ce droit à 62 ans et supprime certaines dispositions du calcul des pensions favorables aux salarié-e-s.

Plutôt que de s'attaquer aux vrais responsables de la crise, le pouvoir préfère s'attaquer aux retraités, aux chômeurs et aux malades.

Ainsi, l'accès aux soins est toujours plus difficile pour les plus démunis, l'instauration de jours supplémentaires de carence aura des répercussions financières non négligeables sur la feuille de paie.

Tout au long de ce quinquennat, les immigré-e-s, les travailleur-se-s et les jeunes sans papiers ont été une des cibles privilégiées de cette politique. La fin du mandat, avec les provocations du ministre de l'Intérieur Claude Guéant, comme les thèmes sur lesquels le candidat-président est entré en campagne (référendum sur les chômeurs, mise en accusation des immigrés responsables du chômage des "Français"...), ne font que le confirmer.

Comme l'a clairement dit la Commission exécutive confédérale dans une déclaration, adoptée à l'unanimité : **"En aucun cas le projet de l'extrême droite ne peut ouvrir une perspective de sortie de crise. La CGT renouvelle son opposition aux idées véhiculées par le Front National et banalisées par d'autres..."** puis **"Au vu du bilan et des projets du président de la République, sa réélection ouvrirait, à coup sûr, une nouvelle séquence de lourds reculs sociaux. L'élection présidentielle doit créer un nouveau contexte plus favorable aux revendications et au progrès social. Affirmer sa citoyenneté, c'est d'aller voter, c'est aussi se syndiquer"**.

Alain Vignaud

Fonction Publique en déroute

L'Éducation nationale n'est pas le seul secteur touché par la politique menée par Nicolas Sarkozy et son gouvernement. Toute la Fonction publique a subi ses attaques visant à la démanteler.

Dans son discours consacré à l'avenir de la Fonction publique à l'Institut Régional de l'Administration de Nantes en septembre 2007, l'actuel Président avait été très clair sur ses intentions de "détruire" cette Fonction publique Française. Le discours avait beau être "enrobé" d'un certain lyrisme, il n'en était pas moins annonciateur de ce qui allait se passer.

➔ **Les trois versants ont eu à subir des mesures rétrogrades** guidées par le seul critère de rentabilité financière.

- La Fonction publique Hospitalière s'est vu imposer la loi HPST (Hôpital, patient, santé, territoire) qui ne se soucie des patients que dans son énoncé, la création d'un ordre infirmier rejeté par les professionnels et la CGT...

propositions qu'ils reçoivent en cas de restructurations, l'évaluation des personnels sur des critères qui n'appartiennent qu'aux seuls chefs de services, les fusions de l'ANPE et des ASSEDIC dont on voit concrètement les effets pervers aujourd'hui, la fusion des Impôts et du Trésor, la suppression d'un poste de fonctionnaire sur deux partant en retraite...

À toutes ces mesures, s'ajoutent celles qui touchent la Fonction publique dans son ensemble et qui ne sont pas des moindres, bien au contraire.

Nous parlons, ici, de la **Révision Générale des Politiques Publiques, de la loi sur les retraites, de l'instauration de la journée de carence, des mesures prises qui ont fait chuter vertigineusement le pouvoir d'achat des fonctionnaires... !**

D'un côté, gouvernement et Président tiennent un discours mettant en avant le rôle "d'amortisseur" qu'auraient joué les services publics et la Fonction publique face à la crise actuelle.

De l'autre, ces mêmes individus prennent les



Le service public est menacé par les marchés financiers

- Le versant territorial de la Fonction publique a vu s'accroître de façon vertigineuse la **précarité**, le développement de la contractualisation à la place du statut et fait face à une réforme des collectivités territoriale décidée unilatéralement.

- La **Fonction publique d'État**, dont l'Éducation nationale représente le plus gros secteur, a subi également de nombreuses attaques. Certaines, fort heureusement, ont pu être repoussées par la mobilisation des fonctionnaires. D'autres, malgré ces mobilisations, ont abouti : la loi mobilité qui permet de licencier des fonctionnaires s'ils n'acceptent pas les

mesures adéquates pour casser cette Fonction publique de carrière et instaurer une Fonction publique minimum, basée sur l'emploi, encouragés en cela par le dogme libéral dominant et au pouvoir dans une majorité des pays d'Europe.

Christophe Godard

***** Pour plus d'infos sur les Réformes en cascade dans l'Éducation, consulter notre site : www.unsen.cgt.fr**

Imaginons le parcours de Léa...

Quand l'heure du bilan sonne, il est normal d'essayer de dégager les points positifs, les points négatifs et les points à améliorer de l'action du Président et des ministres qui se sont succédés à l'Éducation nationale.

En passant en revue les réformes qui ont vu le jour au cours de ce quinquennat, une question, sans réponse spontanée, s'installe :

→ **Qu'ont-ils fait de bien pour l'École, pour la réussite des élèves, pour l'amélioration des conditions de travail des personnels ?**

Depuis 2007, le service public d'éducation a été ouvertement attaqué. Tout y est passé : de la maternelle à l'université, des conditions d'études des élèves aux statuts des personnels.

► **Imaginons le parcours de Léa, qui commence sa vie d'élève**



- Léa vient d'avoir 2 ans. À la rentrée, ses parents veulent la scolariser. Impossible, car la mairie a supprimé des places, suite aux suppressions de postes et donne la priorité aux 3 ans. Tant pis, Léa ira au jardin d'éveil avec du

personnel moins qualifié que les professeurs d'école pour les premiers apprentissages.

- Léa a trois ans, **vive la Maternelle !** Première évaluation pour savoir si Léa a des aptitudes de base ; grand soulagement pour les parents, elle n'a pas été détectée comme "ayant des difficultés".

- À l'école **élémentaire**, son institutrice se bat avec le soutien des parents pour ne pas ficher les élèves.

Sa maman pensait qu'elle ferait plus d'anglais, mais les assistants de langues n'existent plus.

Une de ses copines a des difficultés mais plus personne ne peut la prendre en charge, les RASED ont été stoppés. Peu importe, elle a déjà du mal à l'école, elle restera 30 minutes de plus en aide personnalisée.

- Arrive la **rentrée en 6^e**, en établissement étiqueté ECLAIR, car c'est le collège le plus proche. Tous les personnels ont été recrutés par le chef d'établissement.

Léa n'a pas le nombre d'heures de maths et de français prévu, c'est un choix de l'établissement et l'enseignement artistique ne fait plus partie du projet d'établissement.

Les enseignants, évalués par le chef d'établissement, remplissent le livret de compétences. Elle pourra faire plein de stages de

découvertes professionnelles chez les patrons d'à côté. Ils auront peut-être besoin d'embaucher. D'ailleurs, on vient de lui proposer à 14 ans un contrat d'apprentissage, qu'elle refuse.

- Léa arrive en **fin de troisième**, mais quelle orientation ? Plus de COP disponible pour la renseigner, on a supprimé le poste dans son secteur. Alors, ce sont les entreprises qui viennent proposer une orientation qui colle au bassin d'emploi !

- **Enfin le lycée !**

Certains de ses camarades sont partis en Bac pro sans être sûrs d'y arriver. C'était bien quand le frère avait pu faire d'abord un BEP pour se remotiver !

- Léa entre en **seconde générale** ; elle pourra choisir ses enseignements d'exploration ; pas de chance, seulement trois dans l'établissement.

Son professeur de mathématiques est un stagiaire ; il est débordé avec trois niveaux différents. Trop dur pour lui de préparer 18 h de cours, de corriger les copies, de venir aux réunions organisées dans l'établissement, d'assister à quelques formations, et en plus dans 2 semaines il part en stage et doit mettre au courant un étudiant qui va le remplacer et qui n'a jamais enseigné ! Il n'est vraiment pas sûr de continuer ce métier !

- Pour l'orientation en **première**, Léa aurait bien essayé la voie technologique, mais

STI2D c'est quoi, et puis les enseignements transversaux c'est quoi ?

Va pour l'enseignement général, mais lequel ? Littéraire ? Elle aime quand même bien les maths mais peut-être pas au point de faire S ;

Leur ambition pour l'école était de faire "mieux avec moins". Promesse à moitié tenue : avec moins, ils ont fait pire !

en plus il n'y a plus d'histoire-géo en terminale et l'histoire-géographie, ça lui plaît.

Alors ES ? Oui, sauf que ça ressemble plus à de la gestion qu'à l'économie maintenant !

- En **terminale**, son professeur d'économie a eu un accident ; pas de cours pendant un mois ; le rectorat ne trouve pas de remplaçant ; par petite annonce, il trouve enfin un contractuel.

- **Après le bac**, Léa veut aller à l'université mais attention aux frais d'inscription : 4 000 € pour l'année ! Il va falloir travailler : chez le patron d'à côté, qui sait ? Peut-être le même qui voulait la prendre en apprentissage !

Ce texte est une fiction. Tout événement ressemblant à la réalité n'est que pure coïncidence !

Nadine Castellani-Labranche

Droit à mutation bafoué par les réformes

Bien que la mutation soit un droit pour tout fonctionnaire, force est de constater que les enseignants ont vu ce droit diminuer, voire être nié, depuis ces dernières années.

Le taux de mutation baisse chaque année. Outre les suppressions massives de postes dans la Fonction publique, qui touchent de plein fouet l'Éducation nationale, avec la politique du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, les réformes mises en place par le gouvernement ont impliqué une forte baisse du nombre de postes mis au mouvement. La réforme de la formation des enseignants, qui a mis en poste à plein temps les stagiaires, a bloqué un nombre substantiel de postes. Pour la rentrée 2012, Luc Chatel a instauré un nouveau mouvement sur les postes "ECLAIR", organisé **sans barème et sans transparence**, qui soustrait encore des postes au mouvement et contribue au détournement du mouvement général. Autre réforme dont les conséquences sont bien visibles pour cette rentrée, la mise en place du Bac pro 3 ans, quand 80 % des postes supprimés dans le second degré le sont dans l'enseignement professionnel. Autant de décisions politiques qui, tout en ignorant les situations parfois catastrophiques des personnels éloignés pendant des années de leur famille, malgré des barèmes de mutation exponentiels, contribuent à la casse du service public d'éducation.

Catherine Bartoli

Avec Sarkozy, cinq ans de galère !

→ Premier degré... il est temps de déposer le bilan

Le bilan du quinquennat du candidat Sarkozy pourrait ressembler dans le 1^{er} degré à un inventaire à la Prévert... où tout serait négatif...

5 ans de Sarkozisme c'est :

- le passage de la scolarisation des 2 ans de 30 % à moins de 14 %,
- la fermeture de 6 000 postes de RASED,
- la fermeture de plusieurs milliers de classes,
- la suppression quasi totale de la formation initiale avec l'arrivée directement sur le terrain des reçus au concours,
- une formation continue réduite à une peau de chagrin,
- l'exploitation de dizaines de milliers de salarié-es précaires (EVS, AVS, CUI...) jetés comme des kleenex au bout de quelques mois ou années et sans aucun avenir professionnel,
- la mise en place du Service Minimum d'Accueil dans les écoles remettant en cause le droit de grève,
- des programmes plus que rétrogrades,
- la mise en place des évaluations CE1 et CM2 qui ne visent qu'à mettre les écoles en concurrence,
- une politique de répression sans précédent contre celles et ceux qui refusent de courber l'échine refusent le fichage des enfants par le biais de base-élève et du Livret Personnel de Compétences,
- une suppression quasi totale des moyens supplémentaires qui étaient donnés aux quartiers en difficulté (ZEP, RAR, ECLAIR),
- des crédits pédagogiques (contrat de ville, Projet éducatifs...) disparus, un accroissement des inégalités territoriales,
- des moyens donnés à l'enseignement spécialisé en baisse constante,
- l'absence totale d'une réelle politique d'intégration des enfants handicapés, malgré des discours qui ne correspondent en aucune manière à la réalité du terrain.

Si l'on ajoute à cela, comme pour tous les fonctionnaires la baisse du pouvoir d'achat, et la contre-réforme des retraites, il est clair qu'effectivement il est temps pour le Nicolas Sarkozy de déposer le bilan !

Yvon Guesnier

→ Collèges... ce qu'ils en ont fait

Le collège n'est pas ressorti indemne des coupes sombres que les ministres successifs ont pratiqué dans le budget de l'Éducation nationale.

Les suppressions de postes ont particulièrement touché le collège entre 2007 et 2010 puisque, sur cette période, elles représentent **près de 40 % des postes en moins** dans le second degré.

Les conséquences sur les conditions d'enseignement et de travail sont énormes : augmentation des effectifs par classe, suppressions des dédoublements et des cours à effectifs réduits, multiplication des heures supplémentaires et des postes partagés, suppressions d'options, accroissement sans précédent de la charge de travail...

Le collège est le seul niveau d'enseignement à ne pas avoir connu de réformes majeures sous le quinquennat de Sarkozy. Cependant, à la rentrée 2010, il s'est vu imposer **le livret personnel de compétences**. Parfaite illustration du "gouvernement par l'instrument", cet outil en apparence inoffensif institue un socle commun qui n'était jusqu'alors que purement incantatoire. **Mélangeant connaissances**

et comportements, savoirs scolaires et acquis socioculturels, il véhicule une vision utilitariste des savoirs et savoir-faire, devenant de simples outils mobilisables dans certaines situations.

Si la droite s'est si peu intéressée au collège ces dernières années, c'est probablement parce que le collège, tel qu'il existe, remplissait la mission de tri social qu'elle lui assignait. Si elle s'y intéresse tant aujourd'hui, c'est pour accentuer cette mission de tri et, au final, ce n'est pas tant le collège qu'elle veut réformer que le collège unique qu'elle remet en cause.

Le récent décret sur l'orientation possible en 4^e et 3^e et les annonces faites par Sarkozy lui-même en sont la preuve : *"en choisissant (...) le même modèle, le même parcours pour tout le monde, en optant pour l'uniformité, en voulant mettre tout le monde dans le même moule, le collège unique a fait exploser les inégalités au lieu de les réduire. Cette vérité, je la martèlerai parce qu'elle est la vérité. Il faut donc repenser complètement le collège"* (discours du 28 février 2012 à Montpellier).

Laurent Igheroussene

→ Lycées... deux ministres pour une même casse

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les années lycées du quinquennat de Nicolas Sarkozy auront été marquées par une même politique de dérégulation, de flexibilité et de détérioration du service public et ce quel que soit le ministre.

Si la personnalité et l'histoire des ministres sont différentes (un ancien prof pour Darcos, un ancien DRH de l'Oréal pour Chatel), cela n'a en rien influé sur leur politique. Que ce soit pour l'autonomie, le pouvoir renforcé des chefs d'établissement à travers leur réforme du lycée, la politique menée a été la même. Si Darcos devant la colère des lycéens avait dû reculer une première fois sur la réforme des lycées, son successeur a mis en place la même politique en y mettant peut-être moins les formes. En effet, la nouvelle réforme de Chatel a introduit de la même façon la globalisation des dédoublements, les groupes de compétences en langues, la volonté de renforcer le pouvoir des chefs d'établissements, la mise en place de l'accompagnement personnalisé (sans formation et au détriment des enseignements disciplinaires)...

Derrière tout cela, nulle volonté pédagogique ni envie de faire réussir tous les

élèves mais bien au contraire la concurrence entre élèves, disciplines, établissements et enseignants avec bien sûr des économies à la clé.

Aujourd'hui, cette réforme est majoritairement rejetée par les personnels ; elle n'a pas permis de réduire le poids de la filière S au détriment des autres et elle a introduit beaucoup de doutes et d'incertitudes dans la pédagogie des enseignants, noyés dans un nombre de réunions incalculables.

Pour les élèves, cette réforme n'a que peu d'effet sur la réduction des inégalités et ils voient des emplois du temps resserrés avec des enseignements pas toujours clairs.

Bref, vous avez tout faux messieurs Chatel et Darcos ! Il est temps de repenser le lycée d'aujourd'hui pour les élèves, d'assurer un cadre national qui empêche les inégalités et de rétablir les moyens nécessaires à son fonctionnement, y compris en permettant de travailler enfin avec des effectifs réduits. Ceci n'est pas qu'une question de moyens mais c'est aussi une question d'efficacité pédagogique !

Samuel Serre